



Après le temps de l'autopub puis de l'auto-organisation, voici venue l'heure de l'autosatisfaction. Eh oui, parfois il n'y a pas de mal à se faire du bien. Et comme les médias dominants ont un malin plaisir à nous ignorer en toutes circonstances, nous avons décidé de prendre les choses en mains : voici en un cahier spécial de huit pages quelques éclats sérieux, festifs et revendicatifs d'I07, rencontres internationales organisées par la CNT à Paris. Une petite mosaïque de ces instants passés du 27 avril au 1^{er} mai parmi des camarades de tous les continents et de tous les combats. Extraits et portraits, mots et photos, questions et opinions : un avant-goût d'une publication plus exhaustive à venir (chez nos camarades des *Temps maudits*, suivez ça de près!). L'occasion de remercier aussi tous ceux qui ont rendu l'événement possible, photographes et cinéastes, peintres improvisés en bâtiment et musiciens confirmés en improvisation, à jour de cotisations ou simplement de convictions, cuisiniers au grand cœur et chœurs à toutes les sauces, électriciens du soir et sonorisateurs de voix, marcheurs et conducteurs... Ensemble, nous l'avons prouvé : seuls nous ne pouvons rien, unis nous pouvons tout !

Sommaire

Guinée	2	Suède	8
États-Unis	4	France	10
Grèce	4	Kanakie	10
Colombie	6	Brésil	12
Algérie	7	Allemagne	13
Sibérie	7	Corse	13
		Espagne	14

SCÈNES DE VIE

Cinq jours d'internationalisme...

Le jour tant attendu arrive enfin. Après des mois de préparation, le début officiel d'I07 a lieu ce vendredi 27 avril : c'est l'accueil des délégations internationales !

Rendez-vous leur est fixé à partir de 17 heures aux Vignoles, le local de la CNT région parisienne, fraîchement repeint pour l'occasion. Certains sont déjà arrivés les jours précédents, comme les Colombiens et quelques camarades africains (Mali, Madagascar).

La commission I07 veille à régler les derniers détails techniques. Le secrétariat international gère en urgence les refus de visas de certaines ambassades de France en Afrique. Nous obtenons une partie des visas après d'âpres négociations téléphoniques. Malheureusement, certains invités ne viendront pas, comme Naji et un autre camarade palestinien, arrêtés par les gardes frontières israéliens. Colère et impuissance...

C'est le rush. L'après-midi avance, les Vignoles se remplissent de valises qui s'empilent dans la salle du fond. Ça commence à grouiller sec dans l'impasse. Espagnols par-ci, Guinéens par-là, à droite des Italiens, à gauche des Argentins... I07 est lancé ! Et bientôt ce ne sont pas moins de 250 militants venus des cinq continents qui peuplent nos locaux. Viennent s'ajouter de nombreux camarades de la CNT de Nice, Toulouse, Saint-Étienne, Metz, Lyon, Bordeaux, Nîmes, Marseille, Rennes, Nancy...

Nous souhaitons la bienvenue à tous par un petit discours de circonstance avant de passer à la phase importantissime : le logement. C'est la ruée vers la table où les membres de la commission I07, en espagnol, anglais ou français selon les interlocuteurs, répartissent les délégués dans les appartements des cénétistes parisiens et leur donnent le « kit de survie » de tout

bon conférencier (programme, plan de Paris, stylo, feuilles...). Pour rendre les choses encore plus simples, à 23 heures, une vingtaine de camarades de la FAU allemande débarquent sans avoir annoncé leur venue! Après avoir casé tout le monde, on se dit que le plus dur est fait...

Nous passons, les deux jours suivants, aux débats, matins et après-midi. Malgré la lourdeur des traductions (anglais et espagnol et parfois russe et arabe), les discussions qui s'enchaînent sont riches.

Les repas, autogérés grâce aux syndicats CNT de la région parisienne, sont servis pour plus de 350 personnes, allant même parfois jusqu'à 650! Les menus sont équilibrés, végétariens ou non, et pas chers.

Le samedi soir, le 33 rue des Vignoles s'anime. *El compañero* Serge Utgé-Royo et les René Binamé nous rappellent en chanson pourquoi juillet 1936 est une date qui nous fait rêver, nous anarcho-syndicalistes... Autour des tables de presse sont installés l'USI italienne, des piqueteros argentins, les Polonais de Workers Initiative, des Espagnols de la CGT, des Suédois de la SAC et le secteur propagande de la CNT. L'ambiance s'égaye. C'est un moment magique.

Nous pouvons passer de conversations en portugais à des conversations en espagnol, en allemand, en russe, en français ou en italien. En bas de la tour de Babel, les chorales de la CNT de Toulouse, de Saint-Étienne ou la chorale 105 font chanter tout le répertoire du mouvement libertaire en français, tandis que celle de Vigo les fait vibrer en espagnol le dimanche midi.

Lundi, le temps est clément. Heureusement, car c'est le jour du meeting en plein air, place de la Réunion. Plusieurs centaines de personnes écoutent les représentants de camarades palestiniens, sibériens, mexicains... La classe ouvrière du monde entier résiste et lutte.

Dans ce contexte, la manifestation du 1^{er} Mai est une apothéose. Placé, bien entendu, sous le signe de l'internationalisme et de l'anti-capitalisme, le cortège imposant (environ 6000 camarades, le plus gros de toute la manifestation) arpente les rues de la capitale drapeaux rouge et noir au vent, sono punk et hip-hop, slogans de lutte de classe rageurs... En cette période de fièvre électorale en France, la CNT a tenu à souligner sa présence pour dire avec ses camarades du monde entier que nous résisterons toujours, car nous n'aurons que ce que nous prendrons!

Le soir, un concert à l'affiche éclectique (ska, punk, folk, guinguette, hip-hop) réunit des Suédois, Nigériens, Brésiliens et autres, heureux de faire la fête après une journée réussie. Rarement une salle de concerts aura vu un public si bigarré, symbole de ces quatre jours de luttes, d'échanges et de convivialité.

En espérant être encore plus nombreux à... 108, 109... cette fois en Afrique ou en Amérique latine?

Secrétariat international de la CNT

ENTRETIEN AVEC

Confédération nationale des travailleurs de Guinée

Elhadj Bah Mamadou, Elhadj Laye Douno et Hadja Marie Touré

Récemment, il y a eu une grève générale en Guinée, racontez-nous...

Il y a eu une cascade de grèves avant d'arriver à la grève de cette année. En 2005, déjà, nous avons envoyé un mémorandum au gouvernement, où nous mettions en exergue la cherté de la vie, à cause de l'augmentation drastique du prix des carburants à la pompe. On a demandé au gouvernement de prendre des dispositions afin d'améliorer le sort des travailleurs par rapport au pouvoir d'achat qui s'érodait. Il fallait d'abord diminuer le prix des carburants, instaurer un Smic, faire des propositions pour un plan de Sécurité sociale, voir le cas des retraités, qui vivaient dans des conditions dramatiques alors qu'il ont servi au développement économique et social du pays. Mais le gouvernement est resté muet. Donc une première grève de 48 heures d'avertissement a eu lieu en novembre 2005. Malgré le fait que la CNT-G seule a appelé à cette grève, elle a été suivie dans l'ensemble du pays à près de 90%. Les collègues du syndicat USTG, notre principal allié, sont venus nous voir à la Bourse du travail pour nous demander d'élaborer une plateforme commune. Après cette grève, le Premier ministre nous a appelés pour nous dire qu'il avait lu ce mémorandum et pour trouver un accord. Nous avons refusé et exigé que le mémorandum soit entièrement appliqué. Rien n'a été fait, donc en janvier 2006 nous avons appelé avec l'USTG à une grève qui a duré cinq jours et a été suivie à 80%. Devant la pression, le gouvernement et les patrons ont signé un accord. Il y a eu une légère amélioration, les salaires et les retraites ont un peu été augmentés, ainsi qu'une certaine ouverture au niveau du dialogue et des libertés syndicales. Dans certaines entreprises, avant, on ne pouvait pas se syndiquer. Mais c'était une avancée insuffisante. En juin 2006, nous avons donc de nouveau

appelé à la grève. C'est là que le drame a commencé. En effet, c'était le mois des examens scolaires. On a demandé au gouvernement d'attendre d'avoir réglé les problèmes pour les tenir, mais ils ont refusé. Nous avons voulu négocier pour trouver ensemble une solution et ne pas faire échouer les élèves – ce sont aussi nos enfants –, mais le gouvernement a décidé de tenir les examens quand même, du jour au lendemain, sans nous prévenir. C'est ce qui a déclenché l'orage. Il y a eu beaucoup de morts, près de 20 étudiants ont été tués et nous le regrettons. Après, il y a eu là aussi une légère amélioration sur le plan des salaires. Mais l'inflation était telle que ça n'a pas été suffisant. En 2007, nous sommes donc revenus à la charge, toujours avec l'USTG et avec la société civile. Le 10 janvier, nous nous sommes mis en grève. Elle a été suivie à 100%. Attention, pas seulement à Conakry, mais sur tout le territoire national et dans tous les secteurs – privé, mixte, public, informel. Devant cette réussite, on attendait des efforts. Ont suivi près de deux mois de négociations sans aboutir, alors nous avons demandé la nomination d'un nouveau Premier ministre. Quand ils ont nommé un ancien ministre qui ne correspondait pas à nos critères, tout le peuple s'est soulevé, et le gouvernement a décrété l'état de siège. Ça a été une catastrophe car il y a eu des morts et des blessés. Les statistiques dans les journaux disent 113 morts, mais ce sont les sources hospitalières. Mais sur le terrain, dans les faits, les syndicats ont gagné. Une quinzaine de jours plus tard, nous obtenions satisfaction et un nouveau Premier ministre était nommé. Nous avons pu faire partir tout un gouvernement et c'est une première, en toute modestie. Tout comme hier, c'est le syndicat qui a amené le pays à l'indépendance. Concrètement, c'est une victoire syndicale jamais vue. Nous avons des acquis aujourd'hui, sur les plans national et international. D'ailleurs, c'est le moment de vous féliciter et de vous remercier parce que nous avons reçu des encouragements de tous les syndicats africains, européens et du monde.





SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

TRANSPORTS

La privatisation de ce secteur d'activité implique la nécessaire défense du service public et des travailleurs. Le transport est un phénomène social. De lui dépendent la quasi-totalité des secteurs d'activité d'un pays (transport des travailleurs et des marchandises). La privatisation des transports est un phénomène global et réellement international, imposée d'une part par les institutions financières (banques privées mais également FMI, Banque mondiale, accords de participation multilatéraux, etc.), et d'autre part par les pouvoirs politiques en place, relayés par les médias de masse.

Il existe aussi un problème de transfert de compétences au profit des administrations décentralisées, qui a entraîné une augmentation des dépenses des régions, départements et communes. Cela entraîne nécessairement une demande de rentabilité, d'où la réponse de ces entités décentralisées : suppression de lignes, augmentation des tarifs, précarisation des conditions de travail et, surtout, enclavement de plus en plus généralisé des populations.

Les travailleurs n'ayant plus la possibilité de se déplacer pour des raisons professionnelles, ces réductions de lignes ont des conséquences au niveau économique pour des pays entiers (phénomène de villes mortes en Guinée ou de régions mourantes au Mali).

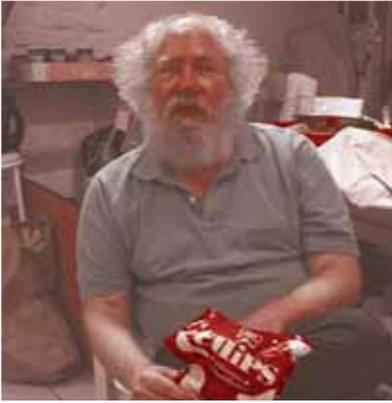
Compte tenu de ces éléments, quel service public veut-on ? Le sentiment général est que les luttes sont difficiles à mettre en œuvre et qu'une prise de conscience globale des usagers sera longue. Il y a un écart apparent entre le continent africain, où la population souffre réellement de la destruction très avancée du service public, et le continent européen, qui tente, via les médias dominants, de préserver une idée de service public auquel les usagers sont habitués et vis-à-vis duquel ils ont de plus en plus d'exigences.

Puisque la rentabilité est le maître mot, les conditions de travail font l'objet de coupes franches, notamment au niveau de la sécurité. Les statuts des travailleurs des transports sont de plus en plus précaires, voire inexistantes. Le recours à la contractualisation devient la norme. Les travailleurs ont de moins en moins de capacités à refuser des conditions dangereuses de travail. Les syndicats qui négocient avec le patronat et sont complices de ce mouvement de sape du service public sont eux aussi dans l'incapacité de soutenir les travailleurs qui refuseraient de telles conditions.

Deux axes principaux pour défendre travailleurs et usagers : l'information sur les difficultés de ce service public et des possibilités de lutte au niveau international.

L'information est le préalable à toute action revendicative de défense des travailleurs et du service public. En direction des travailleurs, le syndicat doit insuffler une nouvelle philosophie globale en faisant comprendre que des luttes auront un impact sur d'autres secteurs. La formation syndicale est primordiale. En direction des usagers, elle doit expliquer la précarisation générale du transport et mettre en place des réseaux de lutte. Par ailleurs, il est essentiel que les solidarités internationales puissent être mises en réseau et relayées d'une façon efficace. Des moyens existent, comme les forums, mais ils doivent être utilisés plus efficacement. Des initiatives telles que les rencontres internationales sont positives car elles permettent de nouer des réseaux actifs et réactifs au niveau international.

Puisqu'une conscience internationale des problèmes et des luttes se crée dans tous les pays, ce qui est très positif, asseyons la solidarité sur des bases solides et donnons-nous des moyens et des objectifs précis pour animer les réseaux de luttes, les trois types de domination étant identifiés (les institutions financières, les institutions politiques et les médias). Le travail est vaste mais les prémices sont là. Il faut organiser les luttes pour qu'elles deviennent une lutte globale.



ENTRETIEN AVEC Industrial Workers of the World (États-Unis)

Eric Chester

Pourquoi es-tu venu participer à IOW ?

L'année dernière, j'étais en charge de l'Europe au sein de la commission internationale des IWW, donc en contact avec la CNT, la CGT, la SAC. Dès l'année dernière, on m'a parlé d'IOW et j'ai eu envie de venir.

Qu'en attends-tu ?

C'est l'occasion de parler avec des gens de différents pays. De travailler ensemble, mais principalement d'établir des contacts. J'ai assisté à la rencontre sur l'éducation, nous avons évoqué la possibilité d'une journée de mobilisation commune, et si nous arrivons à commencer à travailler là-dessus, ce sera une réussite en soi. Par ailleurs, les rencontres faites ici vont permettre de créer des réseaux, et j'espère que nous aboutirons à une nouvelle Internationale de syndicats radicaux indépendants, ce serait vraiment bien.

Quelles sont les activités des IWW ?

On a débuté une campagne chez Starbucks, une chaîne de cafés américaine

qui a aussi des enseignes dans le monde entier. Il y a des luttes au niveau international qu'on essaie de coordonner. Par ailleurs, on essaie d'installer d'autres luttes, mais les syndicats sont très faibles aux États-Unis. Seulement 7% des travailleurs du privé sont syndiqués. Nous essayons de rencontrer les syndicats dominants et de leur présenter une vision plus radicale et militante des choses que peut faire un syndicat, notamment en matière de social. Les IWW sont aussi impliqués dans le mouvement anti-guerre, qui est le plus large aux États-Unis; nous allons aux manifestations, soutenons les autres organisations radicales dans le but de dire que ce n'était pas simplement une erreur d'aller en Irak et que Bush est stupide, mais que tout ça est lié à l'impérialisme américain et ses conséquences logiques. Nous dénonçons le système.

Combien de membres comptent les IWW aujourd'hui ?

Environ un millier. En 1917, je dirais qu'ils étaient probablement 100 000.

Comment sont perçus les IWW aux États-Unis ?

Auprès de beaucoup de jeunes qui cherchent des alternatives au système, les IWW ont une bonne image. Mais majoritairement, les gens nous voient comme une organisation trop radicale. C'est surprenant, mais on est assez bien perçus par les médias. La campagne Starbucks a été pas mal relayée dans la presse. Ils considèrent que nous ne sommes pas très dangereux. C'est un fait aux États-Unis : le niveau de répression correspond au niveau de menace. Donc ils peuvent se permettre d'écrire de beaux articles sur nous. Si nous grandissons et devenons une menace, les choses changeraient sûrement...

ENTRETIEN AVEC Union syndicale libertaire (Grèce)

Yannis Androulidakis

Tu es journaliste, peux-tu nous expliquer comment fonctionnent les médias en Grèce ?

Il existe des dizaines de journaux, 52 au niveau national. Il y a des entrepreneurs qui ont des boîtes de nuit ou qui font du trafic de drogue, et qui créent des journaux qui vivent trois ou quatre mois, pour blanchir l'argent puis ferment. Ça crée une grande précarisation des journalistes qui travaillent quelques mois puis se retrouvent au chômage. Souvent, ils ne sont même pas payés car le patron qui crée ce genre de journal n'a pas vraiment l'intention de payer ses travailleurs.

Quelles luttes menez-vous en ce moment ?

Il y a une lutte qu'on a lancée sur le temps de travail, parce que la droite, au pouvoir en Grèce, a augmenté le temps de travail à 42 heures par semaine. Un temps de travail déjà augmenté par la gauche auparavant. Il y a aussi le mouvement des étudiants contre d'une part l'accord entre la droite et la gauche pour créer des universités privées, et d'autre part une loi, présentée par le gouvernement, qui limite le temps d'études à cinq années, dirigée contre les étudiants travailleurs. Il y a eu une grande mobilisation avec plusieurs occupations de facs votées en assemblées générales, les deux tiers d'entre elles à un moment.

Une rencontre t'a-t-elle spécialement marqué au cours de ces trois jours ?

Je dirais que c'était impressionnant de rencontrer des camarades africains, car en Grèce nous n'avons pas trop de rapports avec les luttes en Afrique. C'est très intéressant de pouvoir entendre leurs problèmes, leurs conditions de travail et les luttes dans leur pays. Ensuite, c'est intéressant à chaque fois aussi d'entendre différents points de vue des problèmes qui nous sont communs en Europe. Par exemple, la précarité a été le leitmotiv de ces trois jours : quelle que soit la branche, tout le monde a parlé de la précarité.





SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

IMPÉRIALISME ET NÉOCOLONIALISME

L'impérialisme est à l'œuvre partout sur la planète, et le néocolonialisme n'en est qu'une facette. Ce constat est aussi bien fait par les syndicalistes de la CNT-G en Guinée, qui ont mené une grève générale exemplaire en janvier-février 2007 au péril de leurs vies, que par ceux de la SAC suédoise, initiateurs d'une grève générale courageuse en novembre 2006 malgré l'opposition du syndicat réformiste et bureaucratique LO. Tout comme les syndicalistes paysans de Colombie ou ceux du Chiapas, ceux-là ne se résignent pas pour autant et se battent.

La CGT Côte d'Ivoire (CGT-CI) juge qu'il faut d'abord dénoncer le capitalisme et ses différentes facettes : les accords UE-ACP (Union européenne-Afrique, Caraïbes et Pacifique), le FMI, la Banque mondiale ou le Nepad, qui organisent l'exploitation des pays du tiers-monde au profit des groupes capitalistiques, souvent avec la complicité des dirigeants des États spoliés. Tout comme la CGT-Burkina et l'Union générale des étudiants burkinabés, la CGT-CI critique les indépendances formelles, stigmatise l'impérialisme, accusé d'avoir créé des guerres artificielles dans le seul but d'avoir la mainmise sur les ressources des pays.

Pour la CNTG, la situation des travailleurs et de la population ne s'améliore pas, bloquée par la dette illégitime, les diktats du FMI et de la Banque mondiale qui empêchent le développement local, ainsi que le développement des infrastructures de base (accès à l'eau, la santé, l'éducation, l'électricité). « Le syndicalisme est la seule voie possible pour revendiquer et imposer une autre société », estiment les camarades guinéens qui ont réussi à renverser le gouvernement du dictateur-président Lansana Conté, malgré plus d'une centaine de morts dans leurs rangs.

Du côté de la Palestine, un camarade du DWRC nous fait parvenir un message demandant aux délégations présentes de s'engager sur des objectifs concrets. Notamment la participation à une campagne internationale pour exiger que l'Histadrout (la confédération syndicale israélienne) et l'État israélien lèvent le siège du peuple palestinien et reversent les droits de douanes, les indemnités patronales aux travailleurs. Pour que la centrale syndicale israélienne rembourse aux travailleurs palestiniens les cotisations syndicales prélevées sur les salaires, puisqu'elle n'a jamais défendu les droits des travailleurs palestiniens. Selon lui, il faut aussi œuvrer à l'obten-

tion de la levée des sanctions contre les Palestiniens, ainsi qu'au versement d'une aide d'urgence au peuple, en nature et susceptible de créer des emplois.

En écho aux camarades du Congo, la CNT française rappelle les effets nocifs et dévastateurs d'Elf en Afrique, que ce soit en termes d'environnement, d'économie ou de politique, avec les soutiens à des régimes sanguinaires et autoritaires.

Une critique reprise par les Guyanais, qui soulignent que l'exploitation du nickel rapporte des fortunes aux capitalistes au mépris de la santé des ouvriers qui l'extraient et de la population qui souffre des conséquences nocives (pollution des rivières et des sols). Comme l'uranium du Niger, exploité à bas coûts, puis envoyé en Polynésie pour les essais nucléaires français. Le droit à l'environnement doit également être défendu par les syndicalistes révolutionnaires, affirme la CNT, qui a fait sienne depuis des dizaines d'années la devise : « Toujours du côté des opprimés, jamais du côté des oppresseurs. »

En réponse aux demandes des camarades africains, la CNT prévoit la mise en place d'une sorte de portail Internet des luttes, permettant de relayer les combats des uns et des autres et de faciliter les liens et le travail, avec de multiples traductions (français, espagnol, allemand, arabe, bambara). Ces outils donneront également la possibilité de développer la solidarité, d'élaborer des revendications et des actions communes.

De son côté, la CGT espagnole a pris en compte la nouvelle donne avec l'apparition des multinationales en Espagne qui opèrent notamment sur le continent sud-américain. Dans ce cadre, des luttes doivent être menées car elles permettent une analyse globale du système capitaliste. Et elle cite le cas de Repsol comme piste de travail et d'actions à élaborer. Les travailleurs organisés en syndicats de combat doivent dénoncer l'Union européenne, « nouvel outil de l'impérialisme ».

Rebondissant sur l'intervention de la CGT-E, la SAC suédoise rappelle que malgré la bonne réputation de la Suède, celle-ci envoie des soldats en Irak ou en Afghanistan. À eux en Europe, en lien avec ceux qui souffrent directement, de protester et de dénoncer ces attitudes criminelles et ambivalentes, les ravages des multinationales qui font la pluie et le beau temps ici comme ailleurs, et de faire pression, à l'image de la campagne Coca-Cola menée en lien avec les syndicalistes colombiens, présents également à I07.

L'outil, c'est le syndicat, comme l'affirment les intervenants, et non les partis politiques qui luttent toujours pour l'intérêt des classes dominantes ou leur maintien à la tête de l'État.



ENTRETIEN AVEC

La Cruz negra anarquista de Bogotá (Colombie)

Marco

Qu'attends-tu d'I07 ?

Différentes choses m'intéressent : les organisations anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, mais aussi expliquer comment s'est déroulée la campagne Coca-Cola, et comment elle s'est transformée en campagne contre la faim. Il existe des multinationales qui ont des projets en Colombie, et dans ce pays, avoir faim ne devrait pas exister. Je suis aussi venu pour rencontrer des organisations avec lesquelles je suis déjà en contact, pour renforcer nos liens.

Peux-tu raconter la campagne contre Coca-Cola et contre la faim, les actions que vous avez menées ?

Ça fait trois ans que je travaille sur cette campagne, on veut faire la même chose avec la campagne contre la faim et contre les multinationales. Mais celle-ci sera plus ouverte, contre d'autres compagnies comme Nestlé, etc. Nous avons mené le boycott des entreprises qui remplissent les bouteilles, tenu des réunions d'information dans les collèges et les universités. Nous avons également entamé des actions juridiques aux côtés de syndicats contre ces multinationales.

Et que penses-tu d'I07 jusqu'à présent ?

Par rapport aux rencontres thématiques, je constate que les problématiques sont transversales, même si on vient de pays différents, et c'est ça qui nous unit. La présence des camarades africains est très importante, parce que c'est avec eux aussi qu'il faut nouer des liens et travailler. Il y a des similitudes dans la répression de la vie politique dans les pays qu'on appelle PTE (pays très endettés).

Justement, tu parles de répression, comment ça se passe en Colombie ?

La répression est généralisée à tous les secteurs en lutte, social comme syndical, même anarchiste. J'ai dû m'exiler deux fois de la Colombie à cause de mes activités, pour des problèmes de sécurité et d'enlèvement.

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

NETTOYAGE

Quatre organisations ont participé à cette première réunion internationale des travailleurs du nettoyage : la SAC suédoise, l'USI italienne, la CGT espagnole et le syndicat du nettoyage de la CNT française-région parisienne. Chaque organisation a présenté son implantation dans le secteur du nettoyage et les particularités de celui-ci.

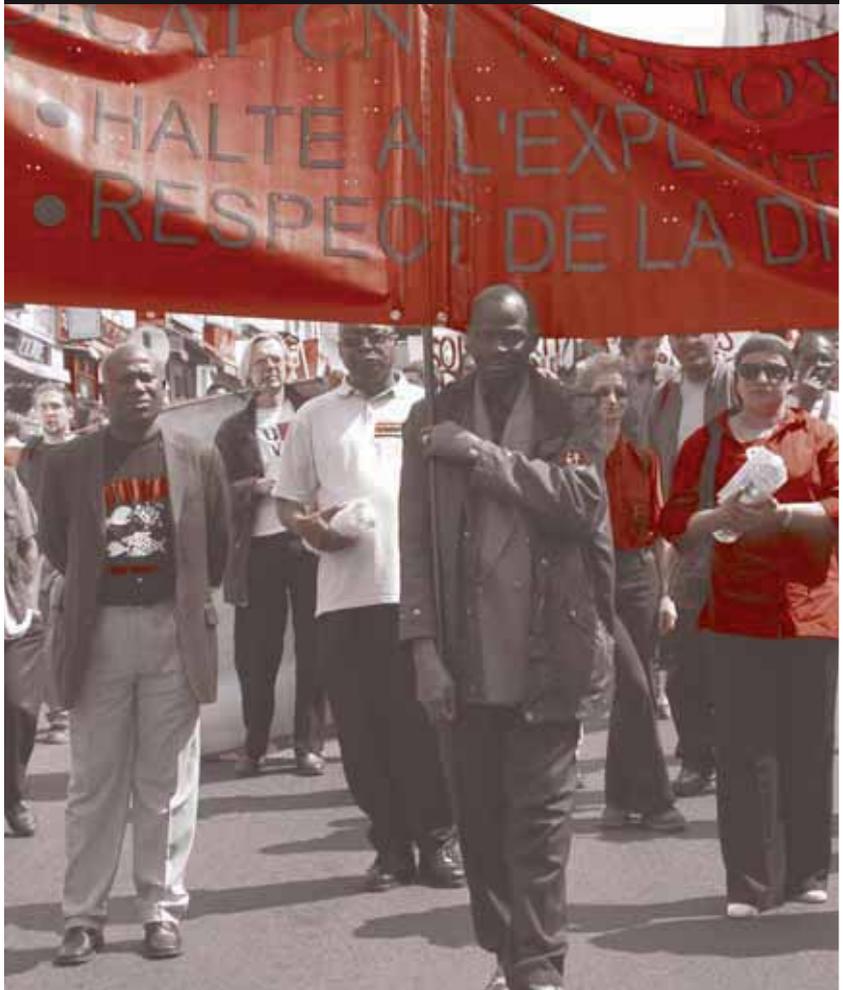
Les camarades suédois sont particulièrement implantés dans le nettoyage du secteur hospitalier, ceux d'Italie dans le nettoyage du métro, des hôpitaux et de sites industriels. En Espagne, la CGT syndique des travailleurs du nettoyage de tous les secteurs. En France, la CNT est particulièrement implantée en région parisienne, principalement dans le nettoyage des bureaux, des établissements scolaires et universitaires et des transports.

Le constat est fait qu'au-delà de quelques particularités, les conditions d'exploitation, le mépris, les atteintes aux libertés syndicales et individuelles se retrouvent dans tous les pays.

Nos organisations ont convenu de porter ensemble les revendications suivantes :

- lutte contre la précarité (contrat à durée déterminée et intérim) ;
- compensation salariale pour les salariés à temps partiel ;
- accès aux droits sociaux pour tous les travailleurs indépendamment de leur situation administrative (sans-papiers) ;
- défense de la liberté syndicale ;
- respect de la santé des travailleurs ;
- défense de la dignité des salariés du nettoyage ;
- défense syndicale et par tous les moyens à disposition des salariés avec ou sans papiers.

Les quatre organisations se sont mises d'accord pour poursuivre la réflexion et développer dès aujourd'hui des solidarités actives. Nous nous retrouverons à l'automne afin de poursuivre le travail entrepris entre syndicats du nettoyage.



ENTRETIEN AVEC

Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Algérie)

Keltoum et Fatima

Quelle est la situation syndicale en Algérie et quelle la vôtre ?

Le SNAPAP est le premier syndicat autonome reconnu : il dépend de lui-même et n'est pas subventionné par l'État, au contraire par exemple de l'UGTA qui est un syndicat d'État, donc moins indépendant. De toute façon, ils ont besoin de syndicats maison pour faire passer tout ce qu'ils veulent. Le SNAPAP est beaucoup plus proche des préoccupations des travailleurs. Quand ils voient qu'un syndicat autonome fonctionne bien, ils essaient de le casser par tous les moyens. En harcelant les membres, en créant un syndicat parallèle, pro-gouvernemental, mais qui ne fonctionne pas dans les faits.

Quelles conséquences d'être dans des luttes indépendantes ?

On s'expose aux menaces et aux agressions. Ça ne veut pas dire qu'on baisse les bras. On continue à lutter, mais jusqu'à quand ? Les travailleurs sont peu nombreux à adhérer, parce qu'on essaie de régler leurs problèmes et qu'on n'y arrive pas. On est bloqués, c'est la dictature. Si on n'aimait pas notre pays, on ne serait pas restées en Algérie. Donc il y a cette peur de se syndiquer. Fréquemment, d'ailleurs, ils menacent, harcèlent et disent ensuite : « Il vaut mieux aller à l'UGTA, ils sont bien. » Les travailleurs algériens acceptent et subissent par crainte d'être licenciés. Côté luttes, on va faire une campagne de sensibilisation sur le statut de la fonction publique. C'est un danger réel pour les travailleurs algériens ! Ça parle d'autonomie, de contractualisation, des droits des syndicats, les gens n'auront pas le droit de militer. Ça veut dire stop aux syndicats. Le mois dernier, un syndicaliste a été emprisonné car il a fait grève. Moi je me dis que je me bats pour une cause juste, et jusqu'au bout. J'y crois et j'y reste.

En tant que femmes, comment vivez-vous la situation ?

La femme algérienne qui travaille subit tout type de harcèlement, moral, physique et surtout sexuel. Si elle est syndiquée, c'est encore pire. Et si jamais elle met ses proches dans la confiance, qu'est-ce qu'ils vont lui dire ? « Arrête de travailler. » Travailler, pour la femme algérienne, c'est synonyme d'indépendance.

À quoi attribuez-vous cette régression ?

Le taux d'alphabétisation et de chômage, peut-être. La pauvreté, aussi, a fait des rava-

ges. Et puis pendant la décennie noire, de nombreuses femmes ont été violées, kidnappées, tuées. C'est à partir de là qu'on a commencé à vivre le cauchemar.

Pourquoi votre présence à I07 ? Quelles sont vos attentes ?

Pour une aide morale. Et trouver une solution avec nos confrères de par le monde, et surtout les Français parce qu'on a un cordon ombilical qui nous relie encore. Je souhaite qu'il existe un réseau mondial des femmes syndicalistes, pour faire des choses ensemble pour arrêter les massacres de femmes qui sont harcelées dans les pays africains, même en Europe. Ce que je propose, c'est de faire des marches, une assemblée pour dénoncer. J'invite toutes les syndicalistes françaises, en particulier parce que je suis à Paris aujourd'hui, à venir en Algérie rencontrer des femmes syndicalistes, et là je sais que vous allez découvrir des choses très bien...

ENTRETIEN AVEC

Confédération sibérienne du travail (Sibérie)

Elena Starostina et Vassili Starostin

Bonjour, pouvez-vous vous présenter ?

Bonjour, nous sommes Elena Starostina et Vassili Starostin, nous venons de Omsk, en Sibérie, et faisons partie de la Confédération sibérienne du travail (SKT).

Quelles sont vos attentes d'I07 ?

Le SKT a été fondé par des anarcho-syndicalistes. Actuellement, c'est un syndicat qui travaille beaucoup sur l'action à la base. Comme il existe déjà des liens solidaires avec la CNT, nous sommes venus ici pour échanger avec des organisations semblables et pour nous informer des luttes sur d'autres continents et y participer.

Qu'est-ce qui est ressorti de vos rencontres, concrètement ?

Il a été difficile d'avoir nos visas par l'ambassade française, mais nous les avons eus, en retard malheureusement et malgré des pressions y compris venues de France. Donc nous n'avons pu participer qu'à deux séances, celle de coordination entre les syndicats et une autre de coordination concrète sur des luttes avec les organisations d'autres continents. Nous avons établi un contact avec l'Afrique grâce à un camarade africain qui parle russe, c'est très important car c'est la première fois. Nous sommes aussi en relation avec un camarade polonais avec qui nous projetons des actions concrètes. Et nous avons rencontré des camarades de la SAC et de la CNT, qui nous ont beaucoup aidés, ce qui est très important.

Quelles sont les luttes de votre syndicat et quelle est la réalité sociale en Sibérie ?

La situation en Sibérie est la même qu'en Russie. Il y a une stagnation du mouvement ouvrier, de nombreuses entreprises de l'Ouest sont venues s'installer et ont créé des petits syndicats. Il y a beaucoup de petits groupes de travailleurs qui mènent des actions atomisées, qui luttent à travers des procès pour obtenir le paiement des salaires et des arriérés, mais il y a énormément de pression sur les membres les plus actifs, sur les militants, et c'est une situation extrêmement difficile.

La répression contre les syndicalistes existe-t-elle ?

Sur le papier, il n'y a pas de répression contre les syndicalistes. Mais il existe une loi contre les extrémistes, et toute action syndicale un peu forte est susceptible d'être interprétée comme telle et d'entrer sous le coup de cette loi. Tout est sujet à interprétation... Mais officiellement il n'y a pas de répression.



Keltoum et Fatima du SNAPAP.



Elena Starostina et un camarade du SKT.

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

SANTÉ-SOCIAL

La rencontre a débuté par une présentation du système de santé en France et des enjeux syndicaux par les camarades de la Fédération santé-social de la CNT, à travers l'exemple de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

L'AP-HP est à la fois révélateur et unique. Il s'agit en effet de la plus grande structure d'hospitalisation du monde avec 94 000 salariés. On l'appelle le « vaisseau amiral de la santé publique et des structures hospitalières en France ». Comme d'autres institutions publiques en France, mais aussi dans de nombreux pays en Europe et en Afrique, elle est attaquée par les politiques libérales et les tentatives de privatisations (notamment par l'externalisation des services, c'est-à-dire l'exécution des tâches auparavant dévolues au personnel hospitalier avec un statut par d'autres structures privées, qui font travailler des salariés dans des conditions précaires et sans autre but que celui de faire de l'argent).

On assiste aussi au transfert des patients vers le privé, une pratique encouragée par les pouvoirs publics qui préfèrent ainsi éviter de résoudre la question des réductions drastiques d'effectif. Cela se fait parfois au sein du secteur public, par la mise à disposition de l'appareillage, du plateau technique.

Les capacités d'accueil du public diminuent via les fermetures de lits dans les établissements. Ce qui entraîne une augmentation des temps d'attente pour obtenir des soins pourtant nécessaires. La psychiatrie apparaît comme le secteur le plus touché par cette évolution, souvent traitée dans le cadre du régime général et non plus en tant que spécialité, faute de personnel suffisant.

Après l'état des lieux en France, les camarades venus à I07 évoquent leurs luttes. Pour le SNAPAP, en Algérie, la réforme en cours de l'hôpital public est assez similaire à celle qui existe en France. Là aussi, on se pose des questions sur les méthodes qui font disparaître la filière psychiatrique. Selon les syndicalistes algériens, c'est par la disparition de la spécialisation du statut d'infirmier psychiatrique (fondu dans le cursus général). Il est du coup de plus en plus difficile de trouver des lieux de stage en raison de la disparition des services spécialisés.

En Colombie, nos camarades syndicalistes de l'ANPHOC estiment qu'il existe encore 1 050 hôpitaux publics (chiffre en régression), mais l'État se désengage et les subventions diminuent. Les attaques se multiplient sur les statuts du personnel et sur les fonctionnements en général grâce à l'ajustement législatif aux réformes ultralibérales en cours. Pourtant, seulement deux tiers de la population est couverte par la Sécurité sociale, et les hôpitaux publics, comme souvent dans le reste de l'Amérique latine, sont plutôt réservés aux plus démunis, la bourgeoisie allant se faire soigner dans les cliniques privées hors de prix.

D'autres mécanismes sont à l'œuvre en Suède : la SAC décrit la compression du personnel, notamment dans le système des soins à domicile (moins de personnel, plus de patients par travailleurs, plus de médicaments délivrés). L'organisation observe également la privatisation rampante des services, en particulier ceux des mairies qui font les soins et les aides à domicile, comme souvent en Europe. Alors que le secteur connaît une baisse de syndicalisation croissante, la SAC accueille de plus en plus de travailleurs écœurés par les compromissions de LO, le principal syndicat, et par l'évolution du système de santé en Suède.

En Allemagne, la FAU constate la réduction de la prise en charge des soins, avec pour l'instant peu de réactions syndicales. Seuls les médecins ont fait une grève l'an passé, mais avant tout sur des bases corporatistes.

En Grèce, selon l'ESE, même si la population semble bénéficier encore d'une bonne couverture sanitaire, on voit aussi le début du désengagement de l'État. Les structures syndicales alternatives sont encore assez peu implantées.

ENTRETIEN AVEC

Sveriges Arbetares Centralorganisation (Suède)

Martin Larsson

Bonjour, peux-tu te présenter ?

Bonjour, je suis Martin Larsson, membre de la SAC, en Suède, je travaille dans la santé et suis syndiqué dans ce secteur.

Pourquoi participer à I07 ?

J'ai été mandaté par ma section syndicale pour la représenter et venir discuter des problèmes de conditions de travail dans le secteur du nettoyage. Aussi pour voir si on peut envisager un travail à l'échelle internationale avec d'autres organisations. Je suis là pour voir si on peut mener des actions solidaires entre syndicats du même secteur, envisager des grèves dans le nettoyage en France ou dans d'autres pays simultanément, car le business des compagnies est souvent international. Nous devons trouver une stratégie pour nous battre davantage à l'échelle internationale.

Quelles sont les luttes actuelles en Suède ?

Nous sommes en train de réorganiser la SAC. L'année dernière, nous avons tenu un congrès où des décisions ont été prises pour changer d'orientation, pour être plus actifs, dans l'action directe comme les blocages, avec une approche un peu plus agressive.

Et la grève ?

C'est une action directe plus traditionnelle utilisée par les travailleurs que nous devrions utiliser davantage quand c'est nécessaire.

En Suède, que signifie être syndiqué ?

80 % des travailleurs sont syndiqués, dans différents syndicats. La majorité des gens sont syndiqués chez les sociaux-démocrates, dont la ligne est de collaborer avec les capitalistes, ce à quoi nous n'adhérons pas du tout. Ce qui génère parfois des conflits entre eux et nous. Par exemple, quand nous entamons une grève, ils envoient des gens pour nous remplacer au travail, il ne se montrent pas solidaires avec nous.

Et être membre de la SAC en Suède, mener des actions ?

Quand nous militons, nous sommes très souvent pris pour cible. La police a arrêté des gens juste pour avoir distribué des tracts ou divulgué des informations... Et dans certaines régions du pays, les actions de la police peuvent être assez violentes, ils n'hésitent pas à utiliser leurs armes.







ENTRETIEN AVEC
Confédération nationale
du travail (France)

David

Bonjour, peux-tu te présenter et nous dire de quel syndicat tu viens ?

Je suis David, du syndicat de l'Éducation de Lyon. On a organisé un départ commun en car de l'union départementale du Rhône et des syndicats de la Loire, avec un cinquantaine de camarades essentiellement de Saint-Étienne et de Lyon. Je suis là d'une part pour animer le débat sur l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, voir en quoi on peut encore se réclamer de ces idées et de ces pratiques et en quoi c'est pertinent pour les luttes d'aujourd'hui, et d'autre part parce que j'étais très intéressé par la rencontre de branche sur l'éducation.

Quelles sont tes attentes en venant à I07 ?

Pour l'instant, on en est à la prise de contacts. Mon attente, c'est de construire une alternative anarcho-syndicaliste au plan international. C'est-à-dire que le projet syndical révolutionnaire qu'on porte n'est absolument pas un projet national. Si on veut concrètement espérer changer la face de nos sociétés, ça se construit au-delà des frontières, à travers les solidarités internationales. Et surtout dans un contexte de mon-

dialisation capitaliste, il faut que les luttes soient mondialisées parce qu'on retrouve les logiques de domination et d'exploitation qui sont en œuvre en France partout sur la planète à des degrés différents. Et face à ça, il est nécessaire de créer des liens de solidarité et des échanges à différentes échelles, aux niveaux mondial et continental.

Pour revenir à une échelle plus locale, quelles sont vos luttes en ce moment à Lyon ?

Notre actualité se décline à deux niveaux : d'une part contre tout ce qui est casse du service public de l'Éducation nationale, comme les pratiques d'austérité budgétaire, les attaques contre les statuts des personnels... On sait que ce sont les enfants des classes les plus populaires qui en feront les premiers les frais. D'autre part, il y a des luttes plus conjoncturelles, aussi importantes, comme la lutte contre le développement de la précarité, parce qu'on sait que par la multiplication de statuts précaires on divise les personnels et affaiblit les réactions collectives. Et, à côté, on est très impliqués dans la solidarité avec RESF, avec les élèves sans-papiers et leurs familles. Je travaille à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, dans un quartier où sur ces questions-là, devoir être vigilant est quasiment quotidien pour éviter que les élèves se fassent expulser et subissent aujourd'hui la chasse aux immigrés qui va jusqu'à rentrer dans les classes.



ENTRETIEN AVEC
Union des syndicats
des travailleurs kanaks
et des exploités (Kanakie)

Rock Haocas

Quelle est la situation de l'USTKE ? Pourquoi y a-t-il eu nécessité de monter un syndicat kanak ?

J'ai été affilié à l'USTKE, un syndicat fondé par des Kanaks pour défendre les travailleurs kanaks dans un contexte colonial. C'est l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et des exploités, donc on inclut tous ceux qui sont exploités dans le territoire par rapport au système colonial. Son fondateur disait : « Faut qu'on arrête d'interdire les Kanaks dans les restaurants. » On se faisait parfois refuser l'entrée. Les Kanaks avaient du mal à ne serait-ce que présenter un CV. Je ne saurais vous dire le vrai contexte de la création de l'USTKE, j'étais encore assez jeune, mais ça a démarré avec la volonté d'insérer les Kanaks, pas les cadres, dans le tissu économique. Il y a une discrimination très forte à l'égard des Kanaks.

Qui gère les richesses naturelles, notamment le nickel, en Nouvelle-Calédonie ? Qui est propriétaire ?

J'ai envie de dire que les propriétaires, c'est nous. La terre nous appartient. Mais propriétaire au sens économique, c'est l'État colonial. Il s'est approprié cette ressource, il l'exploite et on se bat pour avoir une partie de cette richesse. C'est un combat légitime : quand on voit des multinationales débarquer chez nous, prendre nos terres, les vendre à l'extérieur et dire que c'est à eux, il y a un problème.

Quel accueil reçoit l'USTKE dans la population, aussi bien au Sud qu'au Nord ?

Forcément, l'USTKE dérange ceux qui gouvernent le pays. Personnellement, je pense que pour ceux qui luttent pour le respect de la liberté des Kanaks, l'accès

des Kanaks à l'emploi, au logement, etc., le syndicat est bien perçu. Mais à Nouméa, avec sa population majoritairement blanche, c'est sûr qu'on n'est pas bien vus.

Pourquoi être venu à I07, quelles sont tes attentes ?

J'ai été invité par d'autres Kanaks en France. Chez nous, on appelle ça le radio cocotier : quand il se passe quelque chose, on s'appelle. J'ai regardé un peu le programme sur Internet, quand je vois « lutte contre le colonialisme, contre l'impérialisme », je me dis que c'est exactement ce qui se passe chez moi. Donc je suis naturellement venu ici. J'espère pouvoir rencontrer beaucoup de gens qui mènent ce même combat chez eux, en particulier nos amis corses. C'est aussi une manière de se dire que notre lutte est légitime. Quelle que soit la personne qui nous opprime, on réagit car on a nos valeurs à défendre. Les similitudes qui existent un peu partout nous prouvent que ces valeurs sont universelles. Et la façon de faire des pays colonisateurs et impérialistes est identique. Donc au-delà de nos luttes, dans nos propres régions, on défend des valeurs universelles, mais également la planète, l'environnement et nos valeurs culturelles.

EXTRAIT DU DÉBAT Antifascisme

Un militant suédois

« En Suède, il y a trois tendances fascistes : le Sweden Democrat, équivalent du Front national. Il a fait 3 % aux dernières élections, et pourra probablement rentrer au gouvernement en 2010. Il a mené une campagne efficace et a triplé le nombre de ses mandats municipaux. Les sociaux-démocrates l'ont invité à des débats télévisés, et ses idées racistes sont plus ou moins acceptées. En

2001, il y a eu une scission vers le National Democrat, groupe plus radical. Celui-ci tire ses origines du nazisme allemand. Il coopère ouvertement avec des groupes néonazis et a obtenu deux mandats dans les communes. Des sympathisants du National Democrat ont été impliqués dans le meurtre d'homosexuels. Il existe aussi un mouvement nazi ultraradical, subdivisé en trois groupes : Info14 (groupe dit anarchiste qui veut lancer une tendance anarcho-nationaliste autonome), le National Socialist Front (NSF, plus grand parti nazi de Suède, et premier à participer à une élection depuis la Seconde Guerre mondiale) et le Swedish Resistant Mouvement (SRM, groupe nazi hardcore, impliqué dans le meurtre d'un syndicaliste de la SAC en 1999, Bjorn Soderberg – ils lui ont tiré trois balles dans la tête parce qu'il avait dénoncé les nazis qui voulaient monter un syndicat sur son lieu de travail.).

Un collectif antifa s'est monté, composé du Revolutionary Front (RF), avec des anarchistes, des léninistes et toutes sortes de gauchistes, et de l'Antifascist Action (AA), principalement des communistes libertaires et

des anarchistes. Le AA mène surtout des actions "anti", tente d'arrêter les manifestations fascistes, se bat contre les nazis, le RF également, mais en orientant sa propagande vers la lutte de classes et le combat social. Nous avons été très actifs dans les petites villes ; dans certaines, ils ont complètement disparu. Soit ils ont arrêté leurs activités, soit nous les avons fait partir. Stockholm reste la seule ville où ils sont suffisamment puissants pour organiser des manifestations. Ailleurs, il y a des confrontations dans la rue dès qu'ils se montrent. À la SAC, nous incluons la notion de lutte de classes dans la propagande antifasciste sans nous limiter à nous battre contre les fascistes. Mais dans ce collectif, nous n'agissons pas forcément en tant que membres de la SAC. Chaque année, en décembre, il y a la plus grande manifestation fasciste du nord de l'Europe, qui rassemble 1000 à 2000 fachos. Des syndicalistes ont distribué des tracts disant aux conducteurs des trains qu'ils pouvaient refuser de conduire les manifestants jusqu'au rassemblement s'ils se sentaient menacés. »



SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE MIGRATIONS

L'homogénéisation aux niveaux européen et international des politiques migratoires qui visent au contrôle, à l'exploitation et à la répression montrent l'importance d'internationaliser la lutte. Il faut se situer sur le plan de la lutte des classes pour sortir des rapports ethnicisés et nationalistes.

Les camarades africains rappellent la nécessité de combattre le capitalisme ici et là-bas. Ils insistent également sur l'hégémonie des gouvernements occidentaux, qui achètent la collaboration des pays du Sud (dans le domaine des flux migratoires).

De nombreuses luttes sont évoquées dans les différents pays représentés, comme celles de la SAC en Suède, du Réseau éducation sans frontières et du syndicat du nettoyage en France, de la CGT-E en Espagne et de l'USI en Italie.

Plusieurs perspectives surgissent du débat :

- Mise en place d'un réseau international autour des pratiques et des luttes afin de relayer les informations et d'œuvrer dans le sens d'une mobilisation cohérente, avec un objectif de convergence des mobilisations. Cela nous permettrait notamment d'organiser une mobilisation commune en cas de refoulement dans les pays expulseurs et d'expulsion.

- Mener une campagne internationale de lutte contre les politiques migratoires sans rester sur une logique de dénonciation, en mettant au contraire en œuvre des actions concrètes : liberté de circulation et d'installation, tout en rappelant que cet objectif révolutionnaire ne doit pas pour autant occulter les réalités de terrain et les revendications des personnes sans papiers et migrantes (régularisation, etc.) ; abolition de tout type d'enfermement des migrants et des expulsions ; revendication de l'égalité des droits.

- Essayer de développer la double affiliation entre syndicats des différents pays avec la rédaction d'un document informatif sur les droits des travailleurs migrants.

ENTRETIEN AVEC

Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (Brésil)

Rafael

Bonjour, peux-tu te présenter ainsi que l'organisation à laquelle tu adhères ?

Je suis Rafael, de la Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (FARJ), qui fait un travail social depuis quatre ans sur plusieurs fronts. Je peux vous parler des actions auxquelles je participe : avec un groupe communiste sans parti, ou plutôt contre le parti, nous avons créé la Fédération internationaliste des sans-toit (la FIST). Nous souhaitons orienter les choses vers une pratique libertaire. L'expérience historique montre que les anarchistes doivent être dans le mouvement social, pas simplement en tant qu'individus mais en étant organisés. Au Brésil, il y a eu des périodes de répression, avec le mouvement populiste de Getulio Vargas des années 1940, là les anarchistes ont complètement perdu l'espace social. Mais nous considérons que l'anarchisme pourrait être une force importante dans le mouvement social, il doit y être inséré. Il est donc nécessaire de le connaître et en même temps d'y œuvrer pour pouvoir présenter une alternative au modèle marxiste ou au modèle réformiste.

Depuis l'arrivée de Lula au pouvoir et du Parti des travailleurs (PT), comment avez-vous agi ? Avez-vous travaillé avec eux dans le mouvement social ou avez-vous plutôt essayé de le radicaliser ?

Nous n'avons pas du tout travaillé avec le PT parce que tout en ayant suscité un certain espoir à l'étranger et au Brésil, il n'a jamais été un parti révolutionnaire ni même socialiste. Lors de son congrès de 1989, le PT ne se déclarait plus comme socialiste. Et les anarchistes disaient déjà que le PT, pas plus qu'aucun autre parti, ne peut résoudre la situation dans un cadre capitaliste. Son arrivée au pouvoir a simplement montré que la répression contre les travailleurs est devenue beaucoup plus intelligente. Toutes les lois sur le travail que la droite n'avait pas réussi à modifier l'ont été par le PT.

Quelle est la grande urgence au Brésil ?

Orienter les organisations populaires vers des pratiques libertaires. Par exemple, dans le mouvement des sans-terre, il n'y a pas de pratiques anarchistes mais une structure marxiste autoritaire qui empêche les bases d'être autonomes. Il serait intéressant que ces mouvements puissent dialoguer avec les mouvements libertaires. Ça commence, mais c'est tout récent.

As-tu un message à adresser aux camarades ASSR français ?

Qu'ils continuent leurs luttes en gardant un œil sur d'autres formes d'organisations qui apparaissent en Amérique latine. Dans ces espaces, il y a des exemples intéressants et très riches.

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

INFORMATIQUE

Les camarades de la FAU (Allemagne), du SYNISEN (Niger), des IWW (Allemagne, Luxembourg) et de la CNT (France) font respectivement un état des lieux. La situation vis-à-vis du Code du travail et des conventions collectives est très différente d'un pays à l'autre.

Au Niger, il existe une vraie « fuite des compétences », et l'État verse une prime pour retenir les informaticiens. Par ailleurs, accéder à une formation en informatique est très difficile du fait du coût élevé du matériel.

En Europe, les informaticiens sont plutôt confrontés à une peur des délocalisations et du chômage. Leurs conditions de travail et leurs salaires, qui étaient plutôt enviables il y a quelques années, ont tendance à se dégrader. En Allemagne, par exemple, ceux qui sont d'ores et déjà au chômage sont soumis à la même règle du travail obligatoire rémunéré un euro de l'heure sous peine de perdre toutes leurs indemnités.

Pourtant le secteur informatique est stratégique : tout le système capitaliste repose sur les technologies informatiques, ce qui donne un moyen de pression énorme aux travailleurs de cette branche d'activité.

C'est là que réside la nécessité de lutter ensemble au niveau international entre les travailleurs des entreprises basées en Europe et ceux des entreprises sous-traitantes délocalisées. La lutte contre les délocalisations ne doit pas se faire contre d'autres salariés. Nous devons lutter ensemble pour avoir de meilleures conditions de travail partout, en prenant contact avec les travailleurs des pays où les entreprises délocalisent.



ENTRETIEN AVEC

Freie ArbeiterInnen Union (Allemagne)

Kersten

Bonjour, peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Kersten, je suis membre de la FAU à Francfort.

Pourquoi participer à I07 ?

J'ai fait partie des organisateurs d'I02, et dans l'histoire des conférences internationales, nous tenions à être présents ici pour échanger avec des gens en dehors du cadre de nos organisations respectives. Nous pensons que le seul moyen de réunir nos forces à nouveau est de se parler directement entre membres, et non pas par le biais de nos structures.

Dans quoi travailles-tu ?

Je travaille au service informatique d'une compagnie immobilière pour professionnels, qui loue par exemple des centres commerciaux et des bureaux. C'est une entreprise internationale qui a sous-traité l'informatique à l'étranger jusqu'en 2005,

et maintenant nous sommes sous-traitants d'une autre compagnie, nous sommes devenus leurs esclaves. Dans cette entreprise, si vous prononcez le mot syndicat, vous êtes viré. Ils refusaient de nous payer les heures supplémentaires, le travail le week-end, donc nous avons décidé d'arrêter de travailler le week-end. Et ils nous ont payés. Mais nous n'avons pas gagné en tant que syndicat, seulement en tant qu'individus. Notre interpro a aussi mené une lutte avec les intérimaires. Ils sont venus nous trouver car ils n'étaient pas déclarés à la Sécurité sociale, ce qui est illégal. Ils viennent pour la plupart d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud. Notre syndicat a exigé qu'ils soient payés à la fin de chaque mois, déclarés à la Sécurité sociale, etc. La direction a refusé alors ils se sont mis en grève. Le plus important n'a pas été la grève elle-même mais la

publicité autour du mouvement. Après une semaine, nous avons gagné.

Que penses-tu d'I07 et de tes rencontres ?

À l'époque, le premier résultat concret d'I02 a été la résistance internationale des travailleurs de Mc Donald's. Une journée d'action, le 16 octobre 2002, avait été décidée lors d'I02 et l'information a très bien circulé dans le monde entier. Je pense que sans ce genre de rencontres, de telles actions seraient impossibles. Mais nous, membres de la FAU, avons une critique à faire sur I07 : ces rencontres sont celles de syndicats, avec des délégations. Nous préférons que les prochaines soient destinées aux membres et pas aux structures. Nous pouvons dialoguer avec la SAC ou avec la CNT, mais si nous ne nous parlons pas entre individus, nous avons perdu.

ENTRETIEN AVEC

Syndicat des travailleurs corses (Corse)

Alain Mosconi

Bonjour, peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Alain Mosconi, secrétaire national du Syndicat des travailleurs corses (STC), j'ai pour principale mission de m'occuper du transport maritime.

Comment fonctionne ce syndicat ?

Le STC fonctionne par secteurs d'activités, chacun a un représentant, un secrétaire national. Il y a un exécutif qui est chargé entre chaque congrès de porter les résolutions votées. Le STC est une structure inscrite dans la lutte de libération nationale, indépendante du mouvement politique et des mouvements politico-militaires.

On a pas mal entendu parler du STC il y a presque deux ans, à propos d'une action menée par ce syndicat, est-ce que tu peux nous resituer cette action et son contexte ?

C'est l'action menée à la SNCM. Cette compagnie d'État allait être bradée à un fonds de pension. La SNCM vaut 500 millions d'euros, et a été vendue à Butler, un copain de Villepin, pour 35 millions d'euros. On ne peut pas laisser l'outil public être bradé. Nous avons voulu faire un certain nombre de propositions. Et à un moment donné, lorsque tu n'as en face de toi qu'un mur, ton devoir est de chercher à faire tomber ce mur. Nous avons décidé de ramener en Corse un outil du développement économique et social de Corse, le navire *Pascal Paoli*, au peuple corse. Aujourd'hui je suis mis en examen avec deux de mes frères et un camarade de lutte pour détournement de navire et séquestration, crimes passibles de trente ans de réclusion criminelle. Le procès devrait avoir lieu en septembre.

Peux-tu nous préciser la manière dont s'est déroulée l'action, puisque la seule version qu'on ait entendue jusque-là est celle des médias ?

Il y a eu une volonté de la base, d'une assemblée générale, c'est le choix de l'ensemble des salariés qui se trouvent à l'instant T sur le *Pascal Paoli*, qui décident de ramener ce navire. Alors ça s'est fait dans des conditions, certes, de résistance active et non passive, mais aussi dans des conditions humainement acceptables.

Est-ce que cette action a fait perdre des adhérents au STC ? Est-ce que les gens vous ont fui ?

Bien au contraire, le STC a acquis une certaine audience et une reconnaissance, de nouveaux contacts, en France et dans le monde. La Corse est un petit pays, 250 000 habitants, il y a quand même 5 000 adhérents au STC, et chaque jour il y en a quelques dizaines de plus.

Pourquoi participer à I07, quelles sont tes attentes ?

Nous voulons apprendre des autres et apprendre aux autres ce que nous sommes. Nous devons aller les uns vers les autres. Nous n'allons jamais vers les autres avec quelque prétention que ce soit. De ces réunions-là, je sortirai forcément plus riche d'avoir, par exemple, rencontré des camarades africains qui luttent sur leur continent face à une pression énorme, des camarades colombiens qui bien souvent paient le prix suprême de leur engagement, celui de la vie.

Dans le concret, est-ce qu'il y a des grèves, des luttes en Corse ?

Oui, la liste serait tellement longue... À France Telecom, à EDF, à la SNCM, dans l'aérien, etc. Dans chaque secteur d'activité, il y a malheureusement trop de combats à mener.



EXTRAIT DU DÉBAT Culture et médias

Un militant de la Confederación general del trabajo (Espagne)

« En Espagne, la situation est un peu la même que partout en Europe : il y a des concentrations de grands groupes de presse. Un petit bémol, c'est la polarisation autour des deux grands partis politiques. L'un d'eux, le parti socialiste, possède énormément de moyens de presse, dont beaucoup sont destinés à l'Amérique latine. Car il ne faut pas oublier que l'Espagne a quand même un regard tourné vers ce continent. Concernant le travail, ce n'est pas comme en Allemagne ou en France où

il y a beaucoup de free-lance. On contrôle le travail d'une autre façon. La majorité des journalistes sont dans des situations très précaires, il n'y a pas de censure directe, mais les journalistes sont contrôlés par le simple fait de leur précarité. Ils ont des contrats très courts au-delà desquels on ne les reprend pas forcément, on peut les virer très facilement. Ça explique qu'il y ait assez peu de syndicats dans ce milieu. Il y a donc assez peu de conflits, et quand il y en a, on se bat juste pour l'emploi, il n'y a pas de revendications concernant le contrôle des médias. Les questions qui se posent en France ne sont pas du tout relayées en Espagne, car c'est un syndicalisme de combat pour les acquis. Il n'y a pas de réflexion plus poussée que ça. »

DÉCLARATION AMÉRIQUE LATINE

Les personnes et les organisations réunies pour la rencontre I07 à Paris le 29 avril 2007 s'engagent à défendre les points suivants :

- Liberté des prisonniers politiques.
- Jugement et châtement des assassins des combattants populaires.
- Défense de la Terre (la nature, l'eau potable, les communautés paysannes, les gisements, l'usage abusif de fertilisants, de transgéniques, etc.).
- Campagne contre l'insécurité alimentaire et pour la souveraineté alimentaire.
- Défense des droits et des modes de vie des peuples originaires.
- Défense de l'avortement libre, de l'éducation sexuelle pour tous, de l'accès libre et gratuit aux moyens contraceptifs (liberté de la femme sur son corps).
- Dénonciation de la mortalité infantile (le manque de suivi médical et sanitaire).
- Nécessité d'une structure de santé digne pour tous.
- Éducation décente, laïque et critique pour tous (des enfants aux adultes).
- Dénonciation de la pollution imposée par les multinationales latino-américaines du Mexique, du Brésil et de l'Argentine.
- Dénonciation de l'impérialisme des armées de l'Argentine, du Brésil et du Chili à Haïti, sous prétexte d'une pacification fictive du pays en faveur des intérêts sales des multinationales.
- Dénonciation des soi-disant gouvernements de gauche et de leur rôle démobilisateur sur les masses, en approfondissant le décalage social entre les pauvres.
- Dénonciation de l'impérialisme européen, aussi funeste que celui des États-Unis.
- Coordination et information entre les groupes et les individus signataires.

CGT (Espagne), CNT (France), Cruz negra de Bogotá (Colombie), Federação anarquista de Rio de Janeiro (Brésil), Frente popular Dario Santillán (Argentine), des camarades argentins, chiliens et mexicains.

EXTRAIT DU DÉBAT Femmes

*Une militante du Frente popular
Dario Santillan (Argentine)*

« En Argentine, il y a un front de lutte populaire de 3 000 personnes depuis cinq ans, composé de travailleurs de tous les secteurs, aussi des chômeurs, des précaires et des étudiants. Il y a beaucoup de violence sociale en général, aussi envers les femmes. Donc dans cette organisation, il existe une espace femmes. Tous les ans, une rencontre nationale de femmes est organisée. Depuis treize ans, il y a un mouvement qui demande la légalisation de l'avortement, qui se veut anticapita-

liste et antipatriarcal. Les luttes sont plutôt clandestines car il y a beaucoup de répression, surtout par l'Église, très présente. Nous proposons notamment des ateliers de travail avec les hommes. En mars dernier, nous avons organisé une campagne mondiale de réflexion sur la question du genre. Nous faisons aussi un travail dans les quartiers, mais c'est difficile à cause du manque de moyens. Nous avons des discussions collectives. Nous parlons de genre plutôt que d'hommes et de femmes, car les gens ne se définissent pas forcément en tant qu'hommes et femmes. La construction du genre est une construction sociale et culturelle au quotidien, pas seulement dans le langage mais aussi dans les actions. »

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

LOGEMENT ET VIE CHÈRE

Nos camarades de la CGT-B (travailleurs) et de l'UGEB (étudiants) introduisent la discussion par un exposé sur la situation sociale et syndicale au Burkina Faso, suivi d'un aperçu de la situation du logement en France et des luttes sur cette question. Le problème de la vie chère au Burkina Faso a beaucoup augmenté avec les politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale. Le Burkina Faso compte six centrales syndicales et une dizaine de syndicats de branche autonomes. Ces syndicats se mobilisent régulièrement par des journées de grèves généralement suivies de marches, sur les questions des salaires, du pouvoir d'achat, du prix du carburant et des denrées de première nécessité. Ces luttes, rendues possibles par un large front syndical, ont permis d'obtenir quelques acquis (sur les retraites, les transports en commun, le prix de l'essence, etc.).

L'état des lieux est le même pour Madagascar, pour la Guinée, et, d'une certaine manière, pour le Mexique. Tous les camarades de ces pays constatent que les luttes syndicales s'appuient essentiellement sur les problèmes de vie chère et de misère sociale.

Le descriptif de la crise du logement en France montre quant à elle qu'elle touche l'ensemble des classes moyennes et qu'elle atteint des proportions dramatiques pour les plus pauvres (100 000 SDF, 3 millions de mal-logés), avec une vulnérabilité accrue pour les immigrés et leurs enfants du fait des discriminations qu'ils subissent ou de l'absence de papiers. Face à cette situation, des luttes se mettent en place, sous différentes formes ; en Espagne comme en France, des solidarités se tissent.

Mais le syndicalisme traditionnel européen est souvent dans la collaboration et a la fâcheuse tendance à défendre l'aristocratie ouvrière. Notre syndicalisme veut prendre en compte les précaires, les sans-papiers et se préoccuper des problèmes sociaux. Cela lui enlève-t-il sa dimension révolutionnaire, ou est-ce précisément en cela qu'il l'est ?

S'ensuit un récit par nos camarades de la CNTG de la grève en Guinée, qui, à partir de revendications essentiellement liées à la vie chère, a abouti à la destitution du gouvernement, a mis en évidence le lien entre le social, le syndical et le politique mais aussi la nécessité de maintenir la vigilance face au pouvoir, même après une victoire. Cette grève a également montré l'importance de la solidarité internationale lors des luttes et des échanges pour préparer les luttes futures.

DÉCLARATION AFRIQUE

Avant toute chose, nous saluons nos camarades qui n'ont pas pu venir, bloqués par les procédures et les États français et africains : la CSP et la CGT-Liberté du Cameroun, les camarades des camps de réfugiés du HCR au Bénin, etc.

Nous, syndicalistes et militants associatifs d'Afrique, mais aussi d'ailleurs, attachés à la prédominance du syndicalisme de lutte de classes et déterminé à maintenir notre indépendance, notre autonomie vis-à-vis des forces économiques, politiques et étatiques, avons choisi aujourd'hui d'unir nos voix autour d'une déclaration commune dans le cadre des rencontres syndicales I07 organisées par la CNT française. Parce que l'urgence est aujourd'hui de développer les solidarités entre les travailleurs et entre nos organisations. En premier lieu, face à la désinformation ou la non-organisation des médias sous la coupe du capital et des États, il est primordial de s'échanger les informations des luttes le plus vite possible afin de connaître au maximum les situations, les préoccupations locales des uns et des autres.

Ces conférences ont aussi permis aux camarades du continent africain de se rencontrer et, nous l'espérons, de mettre en place des stratégies d'action communes pour un syndicalisme de combat.

À l'échelle du continent africain bien sûr, mais aussi de l'Europe, où les travailleurs immigrés sont exploités durement par les patrons d'ici, ceux-là même qui font le chantage à la délocalisation sur les travailleurs européens, eux-mêmes exploités.

Ainsi, nous envisageons de développer les coordinations et coopérations régionales afin de réaliser des grèves communes pour les travailleurs d'un même secteur, comme le rail. Nous savons, grâce aux nombreux messages de soutien des camarades du monde entier, que nous ne sommes pas seuls face à nos ennemis de classe et les régimes autoritaires ou pseudodémocratiques.

Le soutien des grèves et l'organisation de manifestations de protestation constitueront des axes de nos luttes. Mais nous souhaitons aussi développer des initiatives à la base de nos organisations, dans les sections d'entreprises et les unions locales.

D'ores et déjà, nous nous sommes retrouvés, nous, camarades d'organisations syndicales, sur plusieurs points :

- la réaffirmation du rôle central du syndicat dans le combat des travailleurs, d'un syndicalisme de lutte de classe en dehors de toute chapelle, de toute considération religieuse, raciale ou sexiste ;
- la critique implacable et le combat contre les institutions mondiales du capitalisme (Banque mondiale, FMI, Nepad, accord UE-pays ACP) ;
- l'annulation de la dette totale et sans conditions, une dette non légitime ;
- la nécessité d'appuyer et de relayer les luttes autour du thème de la vie chère ;
- le développement des liens entre syndicalistes des pays frontaliers (par exemple : le bois pillé par Bolloré et consort dans les deux Congo sort en partie par les ports du Cameroun. Travaillons en lien avec les dockers et les transporteurs de ces pays) ;
- la possibilité d'établir des campagnes communes sur les multinationales qui opèrent en Europe, notamment en France, mais aussi dans les pays d'Afrique, et qui exploitent et pompent sans fin les travailleurs et la population.

CNT (France), CGT (Espagne), CGT et UGEB (Burkina Faso), CGT (Côte d'Ivoire), SYNADREM (Niger), FISEMARE (Madagascar), CNTG et CEK (Guinée), Lutte ouvrière (République démocratique du Congo), SNAPAP (Algérie), SYTRAIL et COCIDIRAIL (Mali).

NB : Une réunion spécifique avec des délégations venues de la Méditerranée a eu lieu aussi à I07. La création d'un réseau de solidarité et d'échanges d'information se mettra en place, et une rencontre internationale sera organisée par la CGT (Espagne) à Malaga l'année prochaine.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat!



ENTRETIEN AVEC

Confédération nationale du travail (France)

Jean-Paul

Bonjour, peux-tu te présenter ?

Bonjour, je suis Jean-Paul, du STICS, le syndicat des travailleurs CNT de Marseille, l'interpro marseillaise.

Pourquoi es-tu là aujourd'hui ?

Je suis venu pour participer à la rencontre Méditerranée, qui m'intéressait particulièrement, et pour rencontrer les camarades, les vieux militants parisiens, revoir un peu toutes les bonnes têtes parisiennes (rires).

Est-ce que tes attentes ont été comblées, y a-t-il des choses qui sont ressorties de tes rencontres ?

Au niveau Méditerranée, ce qui est très intéressant, c'est qu'on a pu conclure avec des échéances, mettre en place des projets d'actions communes, notamment avec l'Algérie. Au niveau des échéances, on va avoir une rencontre spécifique Méditerranée qui va se dérouler à Malaga, organisée par des camarades de la CGT Espagne et sur des bases qui nous sont tout à fait communes, c'est-à-dire un syndicat auto-

nome avec un fonctionnement horizontal. Et à partir de là, on va essayer de créer un espace de lutte Méditerranée, avec une liste de diffusion d'information des solidarités d'urgence, d'avertissement, pour qu'on puisse se mobiliser très rapidement pour soutenir des camarades qui pourraient être en difficulté. Et puis on s'est inscrits dans la perspective de réaliser une campagne en faveur des camarades algériens, à leur demande : une manifestation aura lieu à Alger, dans un premier temps, on espère d'ailleurs y envoyer une délégation. Et, dans un deuxième temps, une manifestation aura lieu simultanément à Paris, Marseille, Lille... dans toutes les villes où l'Algérie peut avoir un consulat ou une représentation officielle.

Tu me parlais tout à l'heure de la Maison des syndicats du Caire...

Oui, les Algériens sont en train de monter un projet de Maison des syndicats sur le modèle de celle qui est déjà en place au Caire. C'est une structure qui permet de se retrouver, un lieu où ils sont protégés de la police, car il faut savoir qu'en Algérie ou en Égypte la loi ne permet pas aux organisations syndicales de se réunir en dehors de leurs locaux ou de lieux officiels. Cette Maison permettrait de réunir des forces, ce

serait un lieu d'information, de réunion, de formation aussi, car les camarades d'Algérie ou du Maroc sont très demandeurs de formations.

Concrètement, ces formations consistaient en quoi ?

Ce n'est pas encore bien défini, mais ça peut être des choses très simples comme la mise en place d'une maquette pour faire un journal ou un tract, en tout cas ce sont les demandes qu'on a eues. On ne s'est pas engagés à répondre financièrement, mais bien sûr on fera tout ce qu'on pourra pour les aider, dans la mesure de nos moyens et de nos possibilités.

Qu'est-ce que tu penses d'I07, toi qui connais la CNT depuis un moment ?

C'est très réjouissant. Je n'ai pas fait Mai 2000, le précédent grand rendez-vous international en France, mais je trouve ça très enrichissant et réjouissant de voir des gens de toutes nationalités, de tous horizons venir se parler. On se rend compte qu'on parle le même langage qu'on soit guinéen, suédois, marocain, algérien, etc. On a les mêmes attentes, les mêmes contraintes, les mêmes espoirs et je pense que si on s'y met tous, en poussant un peu fort on arrivera à tout faire basculer...



Les photos de ce dossier ont été réalisées par C.M., Sara, Jean-Loup, Brice, Miya T. et Roaslie.

DÉCLARATION COMMUNE

Les organisations syndicales et associatives représentées aux rencontres internationales I07 dénoncent l'accroissement de la répression contre le mouvement social et les atteintes aux libertés syndicales et de manifestation. Que ce soient les cheminots du Burkina Faso, du Sénégal ou du Mali, licenciés ou privés de salaires, les manifestants guinéens froidement tués par l'armée lors des grèves générales de juin 2006 et de janvier 2007, les syndicalistes du Syndicat des travailleurs corses menacés de lourdes peines de prison ferme pour une action syndicale, les syndicats autonomes algériens dont le pouvoir de Bouteflika conteste sans cesse l'existence, les militants syndicalistes et associatifs marocains arrêtés et emprisonnés pour avoir simplement manifesté le 1^{er} Mai 2007, le syndicat PTT de la CNT française dont le droit élémentaire à la liberté d'expression dans l'entreprise est bafoué, tous, comme tant d'autres, sont aujourd'hui victimes des mêmes attaques qui nécessitent une même réponse : une solidarité internationale exemplaire et déterminée.

Nous nous engageons aujourd'hui à être de tous ces combats : un coup contre l'un d'entre nous est un coup contre tous !